

Séance du lundi 11 décembre 2023

**NOMBRE DE  
MEMBRES**

En exercice : 23

Présents : 17

Absents : 6

Nombre de suffrages  
exprimés : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation  
07/12/2023Date d'affichage de la  
convocation  
07/12/2023

L'an deux mille vingt-trois le 11 décembre, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du maire, Monsieur Jean ROUSSEL.

**Etaient présents :**

Mme BOURDIN Emilie, Mme CATHALA Aline, M. CHAUVET Pascal, M. FUMANAL Marcel, Mme JARA Virginie, Mme KOPROWSKA Bogumila, M. LARRIE Thibault, M. LE GALLOUDEC Olivier, M. MANOU Stéphane, Mme MILLET KHALKHAL Farida, M. ROBERT Jean-Marc, M. ROUSSEL Jean, Mme RUIZ Marie, M. RUMPALA Patrice, M. TOUSSAINT André, Mme VILELA Céline, M. WALCH Julien.

**Procurations :**

Mme ABELLA Jennifer donne pouvoir à M. ROBERT Jean-Marc ;  
Mme CROS ARAVIT Caroline donne pouvoir à M. RUMPALA Patrice ;  
Mme CYRVAN Audrey donne pouvoir à Mme VILELA Céline ;  
M. DAGOU Bernard donne pouvoir à M. LE GALLOUDEC Olivier ;  
M. LEROY Yves donne pouvoir à M. ROUSSEL Jean ;  
Mme REPIQUET Tessa donne pouvoir à Mme CATHALA Aline ;

**Etaient excusés :** Mme ABELLA Jennifer, Mme CROS ARAVIT, Mme CYRVAN Audrey, M. DAGOU Bernard, M. LEROY Yves, Mme REPIQUET Tessa.

**Administration générale – Modification des délégations du conseil municipal au maire**

Vu les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération D20-17 du 09/06/2020 relative aux délégations du conseil municipal au maire ;

Considérant que le maire peut être chargé, par délégation du conseil municipal, en tout ou en partie, d'accomplir certains actes qui relèvent normalement d'une décision de l'assemblée communale ;

Considérant que le maire devra rendre compte des décisions prises en vertu de cette délégation à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal ;

Considérant que le maire peut subdéléguer les attributions qui leur sont confiées par délégation du conseil municipal, sauf disposition contraire de la délibération du conseil municipal ;

**entendu l'exposé et après avoir délibéré,  
le conseil municipal**

- **DECIDE** que Monsieur le maire sera chargé, pour la durée de son mandat de :

- 1°** D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales ;
- 2°** Fixer dans la limite de 2 000 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
- 3°** Procéder, dans la limite de 1.5 million d'euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a) de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires (décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'État) ;
- 4°** Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5°** Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
- 6°** Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7°** Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8°** Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9°** Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10°** Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
- 11°** Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12°** Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
- 13°** Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14°** Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15°** Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans la limite de 100 000 euros ;
- 16°** Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas présentant un caractère général, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;
- 17°** Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 10 000 euros par sinistre ;



**18°** De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

**19°** Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 euros ;

**20°** Exercer, au nom de la commune et dans la limite de 100 000 euros, le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial ;

**21°** D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**22°** Demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, dans la limite de 5 millions d'euros HT de travaux, l'attribution de subventions ;

**23°** Procéder, dans la limite d'un projet dont l'investissement ne dépasse pas 5 millions d'euros HT, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux.

**24°** D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable sans montant minimal et dont le montant maximum ne pourra être supérieur au seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

- **ABROGE ET REMPLACE** la délibération D20-17 du 09/06/2020 ;
- **DECIDE** qu'en cas d'empêchement de Monsieur le maire, l'exercice de la suppléance de ces délégations sera assuré par le premier adjoint au maire.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.

Fait à BAZIEGE,

Monsieur le maire

La secrétaire de séance

Jean ROUSSEL

Bogumila KOPROWSKA



Envoyé en préfecture le 13/12/2023

Reçu en préfecture le 13/12/2023

Publié le



ID : 031-213100480-20231211-M231211\_D2362-DE